

Compte-rendu de la 4^{ème} séance de l'atelier, 28/01/22

Urban Fortunes, de John Logan & Harvey Molotch : la ville comme « machine de croissance »

Nous poursuivons notre réflexion sur « Gouverner la ville » à partir des textes classiques états-uniens et autour du débat entre théories élitistes et théories polyarchiques du pouvoir dans la ville, avec des extraits d'un livre qui fait date : *Urban Fortunes, The political economy of place* (1987) de John Logan et Harvey Molotch. L'ouvrage adopte une démarche historique et comparative, s'appuyant sur les nombreuses monographies développées au sein des *community power studies*. Les deux auteurs, marquant leur différence avec l'Ecole de Chicago d'une part, la lecture marxiste de la ville d'autre part, prennent au sérieux la production de l'espace urbain, dont ils montrent la tension entre valeur d'usage et valeur d'échange et le caractère illusoire d'un « marché » foncier qui existerait indépendamment de l'action publique. Dans la lignée des théories élitistes du gouvernement urbain, ils théorisent la ville comme une « machine de croissance » (*growth machine*), où les notables locaux, les élites politiques et une floraison d'entreprises ancrées dans le territoire, s'allient pour stimuler la croissance dont les auteurs montrent qu'elle n'est pourtant pas toujours la panacée, ni pour les citoyens ni pour les finances locales. Ils analysent principalement deux aspects : la construction proprement hégémonique de cette idéologie de la croissance, dont ils pointent les travers pour les usagers de la ville ; et son évolution historique, alors que la mondialisation conduit à la mobilité accrue du capital et à un décrochage croissant entre rentiers locaux et milieux d'affaires internationaux.

Participants à la séance : Claire Bénil-Gbaffou, Stéphane Cadiou, Maurizio Doré, Adrien Dupielle, Felipe Kaiser Fernando, Pierre Fournier, Louise Gras, Aude-Line Gervais, Elise Ho Pun Cheung (exc), Cesare Mattina, Yoan Morvan, Anton Olive-Alvarez, Antonio Pezzano, François Matthieu Poupeau (exc).

Nos résumons ici quelques idées émergées de notre présentation et de la discussion collective :

1) Contexte – les auteurs, la genèse de l'ouvrage, et son positionnement

C'est un livre qui a fait date, écrit par deux sociologues après un débat animé dans un numéro de *l'American Journal of Sociology* en 1976 : Molotch sur la théorie de la « machine de croissance » et Logan sur la stratification socio-économique des lieux (localisation industrielle et compétition des villes).

Harvey Molotch a travaillé sur les villes de Santa Barbara et Chicago (il y enseignait avant de rejoindre NYU), autour des questions de déségrégation, a développé aussi une sociologie de l'environnement, mais est surtout connu pour *Urban Fortunes*. Il a déployé de nombreuses méthodes, mais a approfondi la recherche qualitative (« *the management of integration / of racial change* »). John Logan basé à NYU, a également travaillé sur la ville de Chicago et sur NY. Il a développé des recherches sur la ségrégation, en utilisant une méthodologie essentiellement quantitative.

A la différence des textes précédents, de type monographiques, l'ouvrage ici s'appuie sur de nombreuses monographies existantes, et se positionne explicitement dans des débats (avec Petersen,

Tiebout, Stone, Dahl, Hunter). Il porte une thèse forte, une perspective historique, un regard un peu en surplomb à partir d'une utilisation ample des nombreux travaux de sciences sociales sur les villes américaines : moins empiriquement étayé que les autres lectures explorées jusqu'ici, mais plus ambitieux théoriquement.

L'ouvrage se positionne (chapitre 1), en opposition à l'**Ecole de Chicago**, qui explique la différenciation sociale de l'espace urbain par un jeu d'offre et de demande, en fonction de la désirabilité des lieux (reflétée par les prix fonciers et immobiliers) et du pouvoir d'achat des agents. La main invisible du marché explique la répartition spatiale des activités et des groupes sociaux. → A contrario, le livre part du principe que les espaces urbains sont construits par le politique – l'action des groupes sociaux, la planification, les projets urbains, les décisions publiques qui leur donnent ou leur enlèvent de la valeur (créent une rente ou une dépréciation).

Il se positionne aussi en écart (plus qu'en opposition) avec les lectures **marxistes de l'espace urbain** et des conflits autour de l'espace urbain comme reflet du système productif, des logiques d'accumulation du capital, des tensions entre capital et travail. → A contrario, Logan et Molotch s'intéressent à une multitude d'acteurs locaux, qui ont des intérêts plus diversifiés à la répartition des activités et des groupes dans l'espace urbain : « *focus on parochial actors* » et leurs logiques locales voire micro-locales. Ils soulignent le rôle central de l'intervention publique dans la construction de la valeur foncière et immobilière locale (dans le chapitre 5 notamment). Mais la critique des auteurs marxistes est ténue, et peu développée dans l'ouvrage (elle se limite à David Harvey et Richard Walker) qui reste assez proche de cette pensée.

Même s'ils rejoignent en partie les travaux de **Paul Peterson (City Limits)**, avec qui ils s'accordent tacitement pour dire que les municipalités ont peu de marge de manœuvre et pour adopter une approche centralement budgétaire (impôts, taxes, assiettes fiscales) des choix des gouvernements locaux, ils s'opposent fermement à ses conclusions en déconstruisant la pensée dominante (au cœur du travail de Peterson), selon laquelle la croissance serait par essence bonne pour la ville et le bien commun (pourvoyeuse d'impôts locaux et d'emplois). Ils s'opposent également aux travaux de **Charles Tiebout (Public Choice)** – pour qui si un résidant n'est pas satisfait du panier de services urbains offerts dans une localité (y compris le niveau des impôts) il peut migrer et choisir un autre lieu de résidence. Logan et Molotch lui opposent l'attachement au lieu de vie, la dépendance à une multitude de réseaux (y compris sociaux) ; et dénoncent la fausseté de l'idée de « panier de services urbains » (les choix municipaux se configurent autour de l'attraction du capital / de classes sociales aisées).

2) Interroger l'idéologie de la croissance dans sa construction et dans ses effets : une opérationnalisation du concept d'hégémonie

Même si de manière implicite, l'ouvrage présente une analyse pratique et concrète du concept d'hégémonie (peu utilisé dans le livre, cf. p 64-65).

D'abord par l'identification des groupes sociaux qui construisent l'hégémonie de l'idéologie de la croissance et de leurs intérêts (différenciés) à la croissance : élus + rentiers (localement ancrés ou pas) ainsi que tous les services financiers connexes, services urbains privés et même publics (*utilities*), presse ; et les intérêts auxiliaires : syndicats, universités, activités culturelles et sportives. Les grandes compagnies (*corporate capitalists*) restent à l'écart de ces coalitions sauf lorsque la coalition faiblit et les mécanismes de l'hégémonie échouent (p 85) ce qui constitue une critique implicite de Dahl et un clin d'œil aussi bien à Hunter qu'à Bachrach et Baratz.

La question de la construction de l'hégémonie est aussi analysée par les moyens de diffusion de l'idéologie de la croissance (même si elle est peu développée empiriquement) : la presse, les

compétitions sportives, les événements culturels, certaines activités scolaires reposent sur la fierté locale, largement répandue et valorisée.

Les deux auteurs donnent les instruments théoriques d'une pensée contre-hégémonique : interroger les « bienfaits de la croissance » : en termes fiscaux, d'emploi, de revenus, d'environnement, de lutte contre la pauvreté. Cette réflexion est toutefois ici plus programmatique (les questions que doit se poser le chercheur) qu'analytique (quels mouvements se saisissent de ces questions et comment). En revanche, ils analysent de manière visionnaire les manières dont les coalitions de croissance (et notamment les *corporate capitalists*) luttent contre les idées contre-hégémoniques (chapitre 6, dépasser les oppositions à la « croissance »)

3) Un texte visionnaire

Un texte étonnamment moderne, pertinent pour les dynamiques contemporaines des villes et de leur gouvernement (première écriture des articles en 1976, développement dans l'ouvrage en 1987).

Il voit déjà la compétition internationale entre les villes (pour attirer autant les industries que les subventions publiques, en provenance de l'Etat fédéral notamment – cf l'Europe des régions aujourd'hui – et les grands infrastructures régionales, nationales ou internationales). Cette doxa (attractivité/ compétitivité internationale des villes) est renforcée aujourd'hui – et ses critiques (cf travaux de Bouba-Olga sur la « CAME », compétitivité, attractivité, métropolisation, excellence) reprennent largement les pistes ouvertes par Logan & Molotch.

Il réaffirme ce qui est sans doute une évidence - mais tend à disparaître des discours et des représentations – le rôle central des pouvoirs publics dans l'orchestration des logiques de croissance, de création de valeur foncière et immobilière, du « marché » foncier et immobilier qui n'en est pas un. Le chapitre 5 notamment en détaille les instruments (de création de la valeur ou de dépréciation foncière) peut-être essentiellement dans les villes en croissance (la question des villes en déclin permet de réinterroger les marges de manœuvres des pouvoirs locaux, cf. travaux de Vincent Béal).

Le texte a déjà prévu l'obsolescence de sa propre théorie (chapitre 6), face à la mobilité croissante du capital et la fluidification / liquéfaction du marché foncier et immobilier, d'une part (cf. les développements contemporains sur la mondialisation et la financiarisation du capitalisme urbain) ; et la montée des mouvements environnementaux et des résistances d'autre part, y compris des classes moyennes et d'une partie des rentiers, qui voient la valeur foncière et immobilière diminuer avec les nuisances environnementales des activités capitalistiques. L'ouvrage répond en partie à ces éléments émergents dans les années 1980, en explorant les stratégies de cooptation ou de contournement de ces résistances par les grandes compagnies.

4) Des boîtes noires qui persistent

La manière dont les différents acteurs évoqués font pression sur les décideurs, restent une boîte noire. A la différence de Dahl/ Hunter, on ne voit peu les interactions entre acteurs – on observe des convergences d'intérêts, et parfois des conflits ; mais pas la manière dont ces intérêts sont représentés, se représentent, dans des processus politiques : pas les espaces d'interaction, de coopération ou d'influence (ce sur quoi se penchera Stone avec ses « régimes urbains »).

Autre point aveugle / point de simplification : la nature des politiques urbaines, ses objectifs, sont vus de manière très générale, parfois simplifiée. L'accent est mis sur les politiques foncières, plus que sur les politiques urbaines plus larges – on perd sans doute ici en diversité, en nuance.

Enfin, si les résidents et leurs collectifs sont mentionnés (ch. 4, ch. 6), notamment dans leurs mobilisations contre des projets de croissances directement nocifs pour leur environnement, ils ne sont pas analysés au-delà de leur capacité de blocage. Les discours contre-hégémoniques sont ceux du chercheur, mais ne semblent jamais portés par des groupes d'acteurs. (Ici aussi, la place des groupes d'acteurs locaux différenciés, notamment issues de la société civile, prendra davantage d'importance dans les débats ultérieurs).

5) Les raisons d'un faible écho en France

(merci à Stéphane Cadiou pour son analyse)

Plusieurs raisons peuvent expliquer le faible écho du travail de Logan et Molotch en France, et en particulier l'absence de traduction en français :

- L'ouvrage sort au milieu des années 1980, au moment où, en France, on commence à rejeter le marxisme, et les analyses urbaines marxistes se font plus rares (mis à part les travaux de Préteceille). La ville revient à l'agenda autour de l'article de Le Galès (1995), mais ce sont les débats autour des institutions, de la décentralisation, qui dominent en science politique ; Tandis que les travaux du géographe David Harvey sont saisis par le champ de la géographie critique en France, davantage que ceux des sociologues Logan et Molotch.
- L'ouvrage de Clarence Stone sort peu après, en 1989, et c'est lui qui, à partir des années 2000, prendra un peu plus de lumière. Il fait glisser le débat sur d'autres questions : la capacité à agir, la capacité de gouverner (l'action collective n'est plus prise comme postulat).
- En France l'objet foncier n'est pas l'objet central des études urbaines (il est même assez rarement analysé – cf la revue *Etudes foncières* ; voire a contrario les travaux récents de Jean-Baptiste Chabert dans la région Sud), dominées par l'étude de politiques d'urbanisme et d'aménagement (acteurs, institutions, processus) pour lesquels le foncier n'est qu'un instrument. Au sein des gouvernements des villes américaines, moins dotés en ressources publiques, les politiques foncières sont plus centrales.